

A Madagascar, le retour gagnant du putschiste millionnaire

**C'EST EN PASSANT
PAR LES URNES
ET NON AVEC
L'INTERVENTION DE
L'ARMÉE QU'ANDRY
RAJOELINA ACCÈDE,
LE 8 JANVIER,
À LA TÊTE DE L'ÉTAT**

Analyse

LAURENCE CAMEL
LE MONDE AFRIQUE

Presque dix ans après avoir chassé du pouvoir Marc Ravalomanana, Andry Rajoelina vient d'infliger un second revers à son vieux rival. Cette fois, c'est en passant par les urnes et non avec l'intervention de l'armée que l'homme de 44 ans accède à la tête de l'État. Le 8 janvier, après deux semaines d'attente fébrile, la Haute Cour constitutionnelle (HCC) a confirmé sa victoire avec 55,6 % des voix, contre 44,4 % pour Marc Ravalomanana, et rejeté les centaines de requêtes déposées pour dénoncer les irrégularités du scrutin. Alors que tout portait à redouter que la contestation des résultats ne débouche dans la rue comme ce fut souvent la règle à Madagascar, le perdant a reconnu sa défaite et appelé à la réconciliation nationale.

Les blessures de l'exil en Afrique du Sud, l'avenir de ses entreprises dont certaines sont à l'arrêt ou encore son destin judiciaire toujours suspendu à une condamnation aux travaux forcés pour la répression sanglante des manifestations de février 2009 à Antananarivo, ont-ils convaincu Marc Ravalomanana, protestant merina des hauts plateaux, qu'il avait beaucoup à perdre à défier un verdict légitimé aussi bien par les institu-

tions malgaches que par les nombreuses missions d'observateurs internationaux? A-

LA DROQUE DE L'ESGARDON LOUPE MARC RAJOELINA? Les spéculations sont ouvertes, mais l'éloignement d'une crise postélectorale a été reçu comme un grand soulagement. Le scénario du pire a été écarté.

Au cours des décennies passées, la population, pauvre dans son immense majorité, a été la première à payer le prix des querelles de clans pour l'accession au pouvoir. Chaque crise s'est traduite par un recul du revenu par habitant, aujourd'hui inférieur d'un tiers environ à ce qu'il était au lendemain de l'indépendance du pays en 1960.

« COUP D'ÉTAT CONSTITUTIONNEL »

Pour autant, M. Rajoelina, élu, ne peut se valoir d'un plébiscite. Moins d'un électeur sur deux s'est déplacé lors du second tour pour départager les deux ex-présidents, traduisant la défiance à l'égard d'un processus électoral verrouillé par l'argent et d'une caste politique avant tout motivée par la défense de ses intérêts. En l'absence de comptes de campagne et dans une économie du cash, il est impossible de savoir combien de dizaines de millions d'euros, M. Rajoelina, soutenu par les milieux d'affaires, a dépensé pour sa victoire. Les six hélicoptères aux couleurs de son parti (orange), le Mapar, qui ont sillonné le ciel de la Grande Ile et les gigantesques meetings auxquels ont été conviées des dizaines de milliers de personnes ne sont que la partie visible d'une machine de guerre

mobilisée très tôt pour quadriller le territoire jusqu'aux régions les plus enclavées et mener la bataille de la communication dans les médias et sur les réseaux sociaux.

Les alertes des organisations de la société civile pour dénoncer le manque d'équité entre les candidats sont restées inaudibles. Dans cette stratégie de conquête, l'économiste et politiste Olivier Vallée, auteur de *La Société militaire à Madagascar* (Ed. Karthala, 2017), rappelle l'importance de la crise survenue lors de la discussion des lois électorales au printemps 2018 et qui aboutit à la désignation d'un gouvernement dirigé par les hommes du futur président et à l'affaiblissement du chef de l'État sortant, Hery Rajaonarimampianina, candidat à sa réélection. « Avec l'appui de la HCC qui outrepassa ses pouvoirs, Rajoelina place un premier ministre et un mi-

nistre de l'intérieur qui seront des hommes-clés pour maîtriser le processus électoral », analyse-t-il en qualifiant la manœuvre de « coup d'État constitutionnel ».

« Le 8 janvier, l'histoire de Madagascar a changé », a déclaré le président au soir de son élection. Lui-même, a-t-il changé comme il le prétend pour prendre ses distances avec le bilan de la Haute Autorité de transition, qu'il dirigea de 2009 à 2013? C'est l'inconnue. Pour gagner, il a beaucoup promis. Son discours rassembleur l'a assuré des voix des provinces côtières, et le jeune électoralat des villes a acheté la *success story* incarnée par l'ex-DJ qui animait les soirées de la bourgeoisie dorée. Son projet se fixe pour horizon le développe-

ment économique et social du pays classé 161^e sur 189, selon l'indice de développement humain des Nations unies. Sa plate-forme de réflexion baptisée Initiative pour l'émergence de Madagascar n'a encore accouché de rien de précis. L'entrepreneur qui a fait fortune dans le secteur de la communication a mis en avant les vertus d'un développement endogène. Il s'est rapproché du président du Ghana, Nana Akufo-Addo, chantre d'un discours critique sur le recours à l'aide étrangère.

C'est pourtant d'un pays étroitement encadré par les institutions financières internationales qu'il reprend les rênes. Un accord financier, signé en 2016 avec le FMI, arrive à échéance fin 2019. Son renouvellement sera un moment-clé pour tester les intentions du pouvoir car il déterminera l'engagement des autres bailleurs traditionnels. L'État malgache tourne avec un budget de 1,5 milliard d'euros pour satisfaire les besoins de 25 millions d'habitants, comparable à celui du département de La Réunion, 25 fois moins peuplée. Aucun investissement dans les secteurs sociaux ou régaliens – santé, éducation, sécurité – ne peut être réalisé sans financements extérieurs.

En 2009, le régime de la transition, placé sous sanctions, avait dû gérer un brutal sevrage de ces subsides. Une économie de trafics avait prospéré, mettant à mal les exceptionnelles ressources naturelles de l'Ile. Son successeur n'a pas su y mettre fin. M. Rajoelina en aura-t-il la volonté? Il serait alors possible de croire que le 8 janvier l'histoire de Madagascar a changé. ■